Électrices, Électeurs,

Vous allez voter. Vous aspirez à voir se réaliser une politique de Paix et de Progrès Social. Or, la bourgeoisie au pouvoir entend poursuivre sa politique de course aux profits, de guerre en Algérie et de réarmement. Avec le scrutin d'arrondissement qui vise à réduire la représentation ouvrière et du Parti Communiste Français, elle tente d'empêcher une forte opposition au Parlement. Et cela d'autant plus que les conséquences désastreuses de sa politique posent des problèmes qui demeurent plus pressants et plus aigus que jamais.

LA POURSUITE D'UNE POLITIQUE ANTINATIONALE ET SES CONSÉQUENCES

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Pourtant depuis dix ans, la production par ouvrier s'est accrue de 40 %, apportant au Grand Patronat des profits fabuleux. La crise économique menace. Déjà le chômage partiel se développe : on débauche de plus en plus dans le bâtiment, on chôme dans les mines, etc...

Pour les commerçants, les artisans, les paysans, c'est le marasme grandissant.

Cependant, ce n'est pas le travail qui manquerait !

L'état de la voirie est des plus médiocre. 560 Communes du département n'ont pas d'adduction d'eau potable. 2.200 foyers sont encore sans électricité. Des milliers de logements sont à construire. L'habitat rural est vieux de plus d'un siècle. Il manque au moins 500 classes.

De l'argent, il y en aurait, mais...

Depuis 12 ans, les guerres coloniales ruinent le budget de la France. En Algérie, la guerre s'éternise. Elle a déjà coûté la vie à 100 Jeunes du département.

Notre Pays reste à la remorque des Etats-Unis, de sa politique de réarmement de l'Allemagne revancharde et de course aux armements ruineuse pour notre économie.

LES RESPONSABLES DE LA SITUATION ACTUELLE

Ce sont les dirigeants de la droite réactionnaire comme BIDAULT, LANIEL et SOUSTELLE et les dirigeants de droite du Parti Socialiste et du Parti Radical comme Guy MOLLET et GAILLARD qui ont, depuis dix ans, partagé les responsabilités du pouvoir.

IL FAUT JUGER LES HOMMES ET LES PARTIS SUR LEURS ACTES, c'est-à-dire d'après la politique qu'ils ont soutenue au cours des dernières années.

Nous ne pouvons oublier la politique faite par LOUVEL, représentant direct du Grand Capital, promoteur du Plan Marshall, toujours hostile à toute réforme favorable aux travailleurs.

Malgré leur changement d'étiquette, LOUVEL et BUOT sont mal venus de se présenter comme « Partisans du Renouveau », alors que leurs Partis, avec BIDAULT et SOUSTELLE, sont bien décidés à poursuivre la même politique que par le passé. Nous ne nous laisserons pas abuser par leur fausse dispute électorale, car ils sont bien d'accord sur l'essentiel d'une même politique (Candidats sur la même liste en 1953, n'étaient-ils pas apparentés en 1956 ?).

L'ACTIVITÉ DES COMMUNISTES ET D'ANDRÉ LENORMAND

Fidèles à leur programme et à leurs engagements du 2 janvier 1956, mettant en accord leurs actes avec leurs paroles, les Communistes ont défendu fermement les intérêts des masses laborieuses. C'est grâce à la majorité déterminée par les 150 députés Communistes que furent obtenus les trois semaines de congés et le fonds national vieillesse.

Il aurait été possible d'en finir avec la guerre d'Algérie et la vie chère si on avait accepté les propositions d'union de notre Parti. Mais une fois encore, l'anticommunisme a fait le jeu de la réaction, conduisant à la situation actuelle.

— Alors que l'Union sans exclusive des forces républicaines eut permis et permettrait encore de promouvoir une politique nouvelle, d'aller vers des changements heureux.

NÉCESSITÉ D'UNE SOLIDE OPPOSITION COMMUNISTE A L'ASSEMBLÉE

La nouvelle Constitution diminue considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale, il sera donc plus difficile que par le passé d'y faire valoir les revendications de la population.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance réactionnaire, pour défendre résolument les intérêts des masses laborieuses, pour garantir le regroupement indispensable des républicains, il n'y a qu'un seul moyen : c'est d'assurer un groupe Communiste important fort de millions de suffrages.

VOTER pour le CANDIDAT COMMUNISTE, c'est non seulement VOTER UTILE, mais c'est NÉCESSAIRE, car le Parti Communiste, qui n'a jamais pactisé avec la réaction, est la seule opposition valable. Ses élus s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par ses organisations ouvrières et démocratiques.

TOUT EN POURSUIVANT SON ACTION POUR DÉFENDRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE LES REVENDICATIONS POPULAIRES, LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AGIRA POUR RÉALISER LE PROGRAMME DE JUSTICE SOCIALE ET DE SALUT NATIONAL SUIVANT.

NOTRE PROGRAMME :

(1) RELÈVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales.

— Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat.

— Suppression des abattements de zones qui s'échelonnent encore jusqu'à 5 % à CAEN et 18 % dans les communes rurales.

— Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

(2) PAIX EN ALGÉRIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

(3) POLITIQUE EXTÉRIEURE D'INDÉPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

(4) GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

(5) RÉDUCTION MASSIVE DES DÉPENSES MILITAIRES ET RÉFORME DÉMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale ;

— de donner aux collectivités locales et départementales les moyens financiers pour satisfaire les besoins collectifs de nos populations urbaines et rurales, tout en satisfaisant le plein emploi de la main-d'œuvre : Logement, Ecoles, la Voirie, le Théâtre, la Bourse du Travail, la Piscine, etc...

(6) RESTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DÉMOCRATIE RÉNOVÉE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation, pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe Communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix ;

POUR LA VICTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

POUR L'AVENIR DE LA FRANCE ;

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LE CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS.

— Les hommes qui vous sont présentés ont fait leurs preuves comme défenseurs compétents des masses laborieuses et comme réalisateurs.

Robert LAKOTA

Ajusteur

Ancien Secrétaire des Syndicats de la Métallurgie de Basse-Normandie

Secrétaire de la Fédération du Calvados du Parti Communiste Français

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Serge ROUZIÈRE

Cheminot — Maire de Fleury-sur-Orne

Membre du Comité Fédéral du Calvados du Parti Communiste Français



Robert LAKOTA

Secrétaire Fédéral

P. S. — *Attention : tout Bulletin rayé serait NUL. (Ne biffez aucun nom, ne faites aucun signe).*

IMP. CAENNAISE, CAEN.